

mardi, 07 avril 2015 10:50

# Vers une autre division du Yémen ? Quel est le projet d'Erdogan ?



IRIB- Le retour du Parti du Rassemblement pour la réforme, sur la scène politique du Yémen, est dû aux soutiens de l'Arabie saoudite, et, surtout, de la Turquie.

Les raids aériens de l'Arabie saoudite contre les positions des Houthis et les activités des courants, qui soutiennent le Président démissionnaire du Yémen, Abd Rabbo Mansour Hadi, semblent détourner l'attention de l'opinion publique arabe des guerres sanglantes, dans le Machrek arabe. Dès le début des frappes aériennes des Saoudiens contre le Yémen, les deux parties belligérantes, au Yémen, et leurs amis respectifs, dans la région, ont lancé une campagne de propagande. Mais les opérations militaires de la coalition arabe, formée par l'Arabie saoudite contre les Yéménites, dévoilent une partie des objectifs stratégiques de l'administration Obama, dans la région du Moyen-Orient.

Tandis que les Etats-Unis ont décidé, tardivement, de participer à l'opération des forces irakiennes, pour libérer la ville de Tikrit, qui était occupée par les terroristes de Daesh, la Maison Blanche a livré à l'Arabie saoudite et ses alliés des renseignements et des images satellitaires, dont ils avaient besoin, pour commencer leurs opérations militaires contre le Yémen.

L'éclatement de cette nouvelle guerre, au Yémen, révèle deux réalités importantes : primo, dans un Moyen-Orient, qui plonge dans le sectarisme, les Etats-Unis ne pensent qu'à leurs propres intérêts. Secundo, l'administration Obama ne se soucie pas des intérêts de ses amis ou ennemis régionaux, et ne se concentre que sur les intérêts nationaux des Etats-Unis, dans la région du Moyen-Orient.

Le quotidien libanais, "As-Safir", a publié un article, pour examiner l'action de l'Arabie saoudite et des dix pays qui forment la coalition arabe contre le Yémen.

- Une coalition de dix pays contre le Yémen :

L'Arabie saoudite dirige une coalition, formée par dix pays, pour faire la guerre contre le Yémen. Cette coalition est composée par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, le Qatar, le Koweït, Bahreïn, l'Egypte, le Soudan, la Jordanie, le Maroc et le Pakistan.

A l'exception du Sultanat d'Oman, tous les pays membres du Conseil de coopération du golfe

Persique, (CCGP), sont membres de cette coalition. En effet, on dirait bien que le Sultanat d'Oman a préféré s'écarter de cette guerre, pour pouvoir garder l'équilibre entre ses relations bilatérales avec l'Arabie saoudite, d'une part, et avec l'Iran, de l'autre.

La participation de la Jordanie et du Maroc, à cette coalition, ne semble pas être étonnante. Depuis le début des révolutions arabes, ces deux pays ont renforcé leur coopération militaire et sécuritaire avec l'Arabie saoudite et les pays membres du CCGP, pour profiter des avantages économiques de cette coopération.

Cela est, également, valable, pour l'Égypte, qui dépend, vitalement, du soutien économique et financier des pays arabes du Sud du golfe Persique. Cependant, le Caire pourrait avoir une autre motivation, aussi, car la poursuite des affrontements, au Yémen, près du détroit de Bab el-Mandeb, pourrait avoir des impacts directs sur la sécurité de la mer Rouge et du Canal de Suez. En outre, la participation de l'Égypte à la coalition de dix pays arabes, pour faire la guerre contre le Yémen, pourrait favoriser le terrain à la formation d'une armée arabe, à laquelle avait fait allusion le Président égyptien, Abdel Fattah al-Sissi, il y a quelques mois. Le Caire estime que la formation d'une armée arabe commune renforcera le rôle régional de l'Égypte. En outre, il faut rappeler que, comme le Pakistan, l'Égypte est, aussi, l'un des pays de la région, qui dépendent, grandement, du soutien financier et économique de l'Arabie saoudite et des pétromonarchies du Sud du golfe Persique. Dans ce cadre, l'Arabie saoudite a même réussi à convaincre le Soudan à adhérer à la coalition des dix pays arabes. Or, le Soudan entretenait, souvent, de bonnes relations avec la République islamique d'Iran.

- Les plans de l'Arabie saoudite :

L'Arabie saoudite rivalise avec l'influence iranienne, dans plusieurs pays de la région, notamment, en Irak, en Syrie et au Yémen. Entre-temps, le Yémen et ses évolutions sont plus sensibles aux yeux des dirigeants de Riyad, car le Yémen partage des frontières terrestres avec l'Arabie saoudite. Conscients de l'insuffisance de leur puissance terrestre, pour mener une invasion directe, au Yémen, les dirigeants de l'Arabie saoudite ont, donc, décidé de mener des opérations aériennes contre les positions des Houthis, au Yémen, avec l'aide des pays, qui ont accepté d'adhérer à la coalition anti-yéménite.

Le premier but de l'intervention saoudienne, dans les affaires du Yémen, est d'affirmer sa puissance de dissuasion, face au développement de l'influence régionale de l'Iran, après l'échec, face à Téhéran, au niveau régional.

Le deuxième but des dirigeants de Riyad est de montrer qu'ils ont beaucoup d'influence, non seulement, sur les pays arabes du Sud du golfe Persique, mais aussi, dans des pays plus importants de la région, comme le Pakistan, l'Égypte, la Jordanie, le Soudan et même le Maroc.

Le troisième but de Riyad est d'obliger les dirigeants du mouvement yéménite Ansarrallah et l'ancien Président Ali Abdallah Saleh à accepter les négociations politiques avec les forces soutenues par l'Arabie saoudite.

- Les plans de la Turquie :

Le gouvernement d'Ankara sait que les raids aériens contre le Yémen ne pourront pas mettre fin au pouvoir des Houthis, à Sanaa. Les dirigeants turcs connaissent bien les limites de la puissance militaire de l'Arabie saoudite et de ses alliés, et ils savent qu'ils devraient attendre le temps où le scénario saoudien arrivera à la phase du dialogue politique. C'est à partir de cette étape que le gouvernement d'Ankara espère pouvoir peser sur les événements du Yémen.

Les dirigeants d'Ankara souhaitent pouvoir convaincre les tribus yéménites à s'unir contre les forces du mouvement Ansarrallah. Dans ce cadre, Ankara compte, surtout, sur le retour du Parti du Rassemblement pour la réforme, sur la scène politique du Yémen. Aux yeux des dirigeants turcs, ce parti politique pourrait être un allié fiable, sur le plan idéologique, car il entretient des relations étroites avec les Frères musulmans, et il est, peut-être, capable de réunir, aussi, les tribus yéménites, pour s'opposer, de manière plus cohérente, à Ansarrallah. D'ailleurs, ce parti yéménite entretient, aussi, de bonnes relations avec Riyad. Ce qui est plus intéressant, dans ce scénario, c'est qu'il imposera moins de frais financiers, politique et militaire à la Turquie.

- Les résultats immédiats de la crise, au Yémen :

1- La réalisation du scénario d'une intervention militaire terrestre, au Yémen, est plus ou moins improbable. Or, la poursuite des raids aériens ne pourra pas, peut-être, assurer les buts de l'Arabie

saoudite, non plus, sauf si les Houthis cessent de résister et acceptent de se mettre à la table des négociations, selon les conditions que leur dicteront les Saoudiens.

2- Le contrôle du détroit stratégique de Bab el-Mandeb a une grande importance aux yeux des dirigeants de l'Arabie saoudite. Cependant, comme les crises, en Syrie et en Irak, la crise actuelle au Yémen ne pourra pas déterminer le résultat final de la rivalité géopolitique entre Riyad et Téhéran.

3- Il est difficile d'imaginer la fin de la crise yéménite, à court terme. De ce point de vue, les interventions militaires contre ce pays ne pourront pas durer longtemps.

4- La division du Yémen en deux parties Nord et Sud est improbable, car, au Nord du Yémen, une cohésion tribale et idéologique forte est inexistante.

5- Il est, également, difficile de croire que le conflit yéménite se transforme en un conflit religieux. Les Zaydites ont, pratiquement, mis fin aux divergences tribales et religieuses, et préfèrent regarder le conflit actuel, d'un point de vue nationale. Quant aux Chaféites du Nord et du Sud du pays, ils n'ont pas un point de vue commun sur la gestion de la crise actuelle.

6- Une véritable division du Yémen ne serait réalisable que par une intervention massive des puissances régionales et extrarégionales, dans les affaires de ce pays.